

CHAPITRE INTRODUCTIF

Qu'est-ce que l'économie internationale ?

L'économie internationale est la branche des sciences économiques qui s'intéresse aux relations commerciales et économiques **entre pays** et étudie les **interdépendances** entre économies nationales. Ces interdépendances prennent la forme de flux internationaux de biens et services (Théorie du commerce international), d'échanges d'actifs financiers (Finance internationale), de migrations ou encore d'investissements directs à l'étranger.

L'étude de l'économie internationale utilise les mêmes méthodes analytiques que les autres champs de l'économie. En particulier, les comportements des agents participant aux marchés internationaux sont dictés par les mêmes motifs que pour des transactions sur les marchés domestiques.

Certaines spécificités expliquent cependant le statut à part de ce champ. Ces spécificités concernent à la fois les déterminants microéconomiques de l'échange international et ses déterminants macroéconomiques.

Le libre-échange

Le libre-échangisme a été développé par les physiocrates du 18^{ème} siècle qui faisaient de l'agriculture la principale source de richesse, comme François Quesnay (1694-1774) et les économistes libéraux du 19^{ème}, qui défendaient la liberté du commerce et de l'entreprise comme David Ricardo (1772-1823) et John Stuart Mill (1806-1873). Il s'agit d'un système économique qui prône la libre circulation des produits et services au sein d'une même zone géographique par la suppression des barrières douanières (droits et taxes) et de tout ce qui peut entraver le commerce.

A ce sujet, plusieurs types d'accords internationaux ont été signés afin de :

- ✓ Favoriser le libre-échange : accords bilatéraux de réciprocité commerciale entre deux pays et accords multilatéraux négociés au niveau de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) : GATT, ALENA etc
- ✓ Créer des zones de libre-échange (Exemple : Union européenne, Mercosur),
- ✓ Faciliter le transfert de technologies venant de l'extérieur Quelques exceptions sont généralement admises au principe de libre-échange: les industries stratégiques et nécessaires à la défense du pays.

Pour ses partisans, le libre-échange favorise le développement économique général à long terme. Son efficacité est liée à l'utilisation optimale des moyens de production par la *spécialisation de chaque nation* dans les productions où elle possède un *avantage comparatif*.

Pour ses adversaires, le libre-échange provoque des *coûts d'ajustement* aux chocs dus à l'ouverture au marché extérieur (coûts sociaux, chômage, reconversion...). Il génère également des contraintes extérieures sur les politiques économiques nationales, qui deviennent ainsi plus difficiles à conduire dans le cadre de la réduction du chômage.

L'objection la plus sérieuse au libre-échange est celle de Robert Torrens (1780-1864) qui affirme qu'un pays "important" ou détenant un monopole peut fixer un niveau de droit de douane qui optimise les conditions de l'échange en sa faveur, d'où la nécessité de réciprocité commerciale.

Transactions réelles et transactions financières

L'étude du commerce international est centrée sur les transactions internationales de biens et services, c.a.d sur des transactions réelles. La macroéconomie internationale s'intéresse quant à elle à la contrepartie monétaire du commerce international, aux flux financiers internationaux. Evidemment, les deux types de transaction ne sont pas orthogonaux. Cette interdépendance des flux réels et financiers est illustrée dans la structure de la balance des paiements. Pour comprendre l'interdépendance entre les flux réels et financiers, repartons de l'équation comptable de base en macroéconomie 1 . Pour un pays le produit intérieur brut (Y) mesure la valeur de l'ensemble des biens et services produits avec les facteurs productifs d'un pays. C'est aussi la somme des revenus perçus par les agents économiques nationaux, au cours d'une période donnée 2 . Par définition, ces biens et services peuvent être utilisés pour différents types de dépenses : la consommation (C), l'investissement (I), les dépenses publiques (G) et, en économie ouverte, l'exportation nette (différence entre la valeur des exportations et la valeur des importations, $X - M$) : $Y = C + I + G + (X - M)$ En notant S le montant épargné de la production nationale et en utilisant la définition de l'épargne comme la différence entre la production et la somme de la consommation privée et publique ($S = Y - C - G$), on en déduit : $S - I = X - M$ (1.1) La partie de gauche de l'équation (1.1) est l'épargne nationale (publique et privée) qui n'est pas utilisée pour investir dans des facteurs productifs nationaux. Quand $S - I$ est positif, ce supplément d'épargne est disponible pour être investi à l'étranger, il correspond aux flux monétaires internationaux entre l'économie nationale et le reste du monde. C'est ce qu'on appelle le solde financier. La partie de droite est l'excédent de la balance commerciale ou solde courant 3 . Il correspond à la demande nette de biens produits domestiquement par le reste du monde. Les fluctuations de cette demande nette conduisent à des fluctuations de la production nationale (et donc de l'emploi). C'est pour cette raison que le solde courant est un élément important des discussions de politique économique.

Les déterminants macroéconomiques et microéconomique de l'échange international

Au niveau macroéconomique, les échanges se font entre états indépendants, qui décident de leur politique économique sur la base d'intérêts purement nationaux. Cette spécificité implique que les politiques économiques choisies à l'optimal d'un pays peuvent se révéler néfastes pour le pays avec qui il échange. En outre, l'existence même de ces échanges implique que les nations souveraines ont à décider de la conduite de nouvelles politiques économiques. Ces nouveaux instruments de politique économique concernent la régulation

des flux internationaux de biens et services (politique commerciale), la réglementation des flux de capitaux (régulation financière) ou encore la politique de change.

Au niveau microéconomique, la participation par des entreprises ou des institutions financières à l'échange international implique de prendre en compte les spécificités de ces marchés. Les coûts à l'échange y sont plus importants, du fait de l'existence de barrières tarifaires, de différences de régulation ou encore d'écarts culturels. Ces coûts peuvent limiter la propension des agents économiques à participer à l'échange international. A l'inverse, l'échange international peut offrir de nouvelles opportunités de contournement des régulations nationales (optimisation fiscale par exemple). Pour estimer le volume des échanges et l'impact des régulations nationales sur ce volume, il est crucial de bien comprendre ce qui guide les stratégies microéconomiques. Tous ces éléments justifient l'étude des flux internationaux de manière spécifique.

Les questions que se pose l'économie internationale sont étroitement liées à la nature des enjeux de politique économique spécifiques aux transactions internationales. Les modèles que nous étudierons dans ce cours montreront comment l'échange international de biens et services peut être source de gains en bien-être grâce à une utilisation plus efficace des ressources productives. La question de l'échange international est également liée à celle des flux internationaux de capitaux. Si les gains à l'échange international, de biens et services comme d'actifs financiers, sont positifs dans la plupart des cadres analytiques, cela ne signifie pas qu'il améliore la situation de tous les agents qui constituent l'économie nationale.